

NOUVELLE-AQUITAINE

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Léa Ambroise (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Thérèse Benoit



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution en 2016. En dehors des territoires d'outre-mer étudiés séparément, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines, à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2016 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2011 et 2016¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Situation de pauvreté : personne ou famille rencontrée, soutenue, accompagnée et/ou aidée par le Secours Catholique. Le terme « situation » est à rapprocher de ce que l'Insee désigne par « ménage ». Les deux termes seront employés indifféremment dans ces analyses régionales.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : l'unité de consommation permet de comparer les niveaux de vie de ménages de taille différente en prenant en compte leur composition et les économies liées à la mutualisation au sein des ménages. Dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun et les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,3 UC chacun. Le revenu du ménage est ensuite divisé par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

| NOUVELLE-AQUITAINE | | |
|---|--------------------|-----------------------|
| Données générales | Nouvelle-Aquitaine | France métropolitaine |
| Population au 1 ^{er} janvier 2016 en milliers* | 5 943 | 64 145 |
| Taux de chômage 4 ^e trimestre 2016 | 9,4 % | 9,7 % |
| Part d'étrangers dans la population (2014) | 4,2 % | 6,4 % |
| Densité du parc social** | 47,8 | 73,1 |
| Niveau de vie mensuel médian (2013) | 1 651 € | 1 667 € |
| Taux de pauvreté à 60 % (2013) | 13,5 % | 14,5 % |
| Chiffres 2016 Secours Catholique | | Nouvelle-Aquitaine |
| Situations rencontrées | | 56 600 |
| Nombre d'équipes | | 315 |
| Nombre de bénévoles | | 4 727 |
| Nombre de situations analysées | | 6 834 |

* Chiffres provisoires. ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1^{er} janvier 2016.

CONJONCTURE¹

Plus vaste région de France métropolitaine, la Nouvelle-Aquitaine couvre 15 % du territoire, avec une densité toutefois très faible : 70 habitants au km² (contre 118 en moyenne en France métropolitaine). Ce chiffre cache des disparités : tandis que la Creuse, avec 21 habitants au km², est l'un des départements les moins denses de France, la Gironde a une densité de 154 habitants au km². La population de Nouvelle-Aquitaine se concentre sur le littoral et les grands axes de communication. Bien que celle-ci vive à 70 % dans une grande aire urbaine, la région reste néanmoins plutôt rurale.

La Nouvelle-Aquitaine est une région relativement âgée : 21 % des habitants ont plus de 64 ans, et 22,2 % moins de 20 ans, contre respectivement 17,5 % et 24,4 % en France métropolitaine. Sa démographie est pourtant dynamique (+0,6 % par an entre 2008 et 2015), en partie du fait d'un solde migratoire positif. Il s'agit donc d'une région attractive, notamment pour de jeunes actifs et de jeunes retraités.

L'économie de la Nouvelle-Aquitaine est fortement axée sur l'agriculture, un secteur où elle est la première région d'Union européenne en termes de valeur de production agricole et dont le poids, en matière d'emplois, est deux fois plus important que dans le reste de la France métropolitaine. L'industrie agroalimentaire est également très présente dans la

région, de même que le secteur médico-social, du fait de la part élevée de personnes âgées. La Nouvelle-Aquitaine est moins touchée que d'autres régions par les difficultés sociales. Le taux de chômage y est plus faible, ainsi que la part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté (13,5 %, contre 14,5 % en France en 2013) et cette pauvreté est moins intense. Des disparités subsistent : un cinquième des habitants de la Creuse est en situation de pauvreté ; en Lot-et-Garonne et en Dordogne, de nombreux jeunes sont en risque d'exclusion, n'étant ni en emploi ni en formation.

En 2016, la reprise régionale se confirme en Nouvelle-Aquitaine, mais reste timide et insuffisante pour réellement faire baisser le chômage. Celui-ci diminue très légèrement en 2016 (0,3 point), et reste inférieur à celui de la France métropolitaine. L'emploi salarié marchand augmente de 1,4 %, poursuivant la hausse entamée en 2015 (+0,8 %) ; il est tiré par le secteur tertiaire, et s'explique principalement par l'intérim.

SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2016, 56 600 ménages ont été accueillis par les équipes locales du Secours Catholique de Nouvelle-Aquitaine. Parmi eux, 76,4 % étaient des premiers contacts, un chiffre en augmentation depuis 2010, et supérieur de 10 points à la moyenne nationale.

Cette proportion plus élevée de premiers contacts peut s'expliquer par le fait que le Secours Catholique travaille en partenariat avec des institutions (8 personnes sur 10 sont orientées par les services sociaux) et d'autres associations qui prennent le relais pour certains besoins plus spécifiques, mais aussi par l'arrivée d'une population migrante, que la région avait moins l'habitude d'accueillir.

Les demandes liées à l'alimentation augmentent de 5 points, passant de 46,6 % en 2015 à 51,5 % en 2016, tandis que celles liées aux loyers et aux factures sont en légère diminution (25,6 % en 2016, contre 28,3 % en 2015), mais largement supérieures à la moyenne nationale, qui est de 18,5 %.

Les difficultés récurrentes que les personnes rencontrent à se nourrir et à se loger confortent notre conviction qu'il est important d'agir sur les causes, en privilégiant des actions liées à l'accompagnement des personnes.

En Nouvelle-Aquitaine, la proportion de ménages exprimant une demande liée à la mobilité est la plus élevée (10,8 % des ménages, contre 6,5 % au niveau national), ce qui s'explique par le fait qu'il s'agit d'une région principalement rurale et à faible densité.

Le coût des transports dans les campagnes, mais également celui des transports publics en ville, est trop élevé pour certaines catégories de personnes. Il est donc trop simple d'affirmer que l'«on est moins pauvre lorsqu'on vit à la campagne».

Plus de 50 % des personnes accueillies ont des enfants qui subissent la pauvreté, et un quart sont des couples avec enfants, la famille n'est donc pas forcément une garantie contre la pauvreté.

La part des personnes accueillies de plus de 60 ans a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière, ce qui tend à confirmer que les pensions de retraite ne permettent pas toujours de vivre décemment.

La part des étrangers est en augmentation de façon générale sur la région (23,4 % en 2014 et 30 % en 2016), avec des variations

selon les départements : 16 % des personnes accueillies en Charente et 25 % en Gironde. Parmi ces personnes, la part des étrangers sans papiers, et donc très souvent sans aucune ressource, a été multipliée presque par 4 depuis 2011, passant de 3,9 % à 14,3 %, ce qui reste néanmoins inférieur à la moyenne nationale, de 19,2 % en 2016.

En Nouvelle-Aquitaine, on constate qu'il y a une augmentation de la part des personnes vivant avec moins de 200 € par mois (18,3 % en 2016, contre 16,3 % en 2015). Cela contredit le préjugé selon lequel « les pauvres ne savent pas gérer leur budget », car il faut beaucoup plus que 200 € pour vivre dignement.

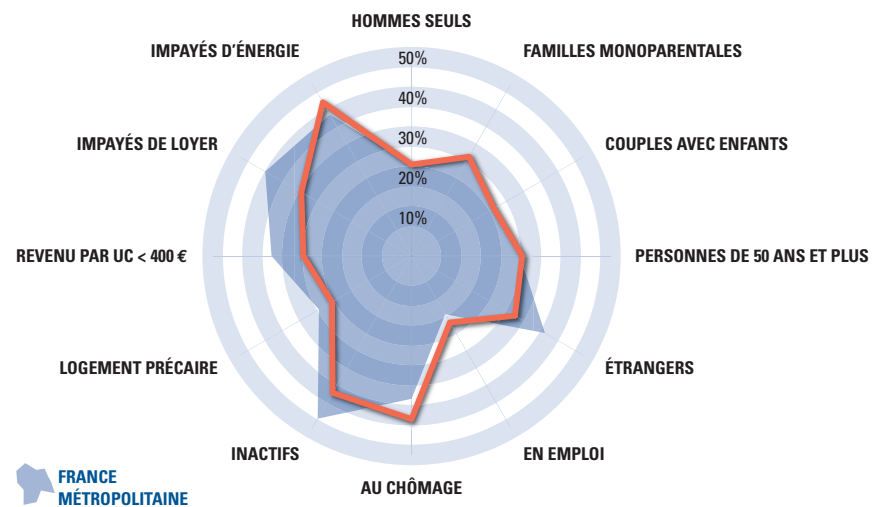
En Nouvelle-Aquitaine, le nombre de personnes accueillies ayant un emploi (19,3 %) est supérieur à la moyenne nationale (16,9 %), mais il s'agit d'emplois précaires dans une forte proportion en raison de la saisonnalité de l'activité professionnelle (tourisme côtier, agriculture et ostréiculture). Le travail ne protège pas forcément de la précarité, ce qui nuance le préjugé selon lequel « le chômage est la principale cause de pauvreté ».

La part des personnes rencontrées ne pouvant pas travailler, en raison d'une inaptitude ou d'une interdiction (étrangers sans papiers), reste élevée (21,2 % en 2016). Les allocations éventuellement allouées ne les protègent pas de la précarité. Il est donc faux de penser que « les pauvres préfèrent ne pas travailler », beaucoup sont pauvres parce qu'ils ne peuvent pas travailler.

En Nouvelle-Aquitaine, la proportion de personnes rencontrées faisant face à des impayés a diminué entre 2015 et 2016, passant de 59,5 % à 54,1 %. Parmi ces personnes, 44,6 % ont des impayés de gaz et d'électricité (contre 41,1 % au niveau national), 32 % ont des impayés de loyer (contre 42,5 % au niveau national), et 19,5 % ont des impayés d'eau (contre 17,7 % au niveau national).

Cela peut s'expliquer par la diminution du nombre de personnes rencontrées vivant dans des logements aux normes (59 % en 2014, 56,7 % en 2015, 53 % en 2016), soit 8 points de moins que la moyenne nationale, mais

NOUVELLE-AQUITAINE



Champ : Ménages rencontrés par le Secours Catholique.

Note de lecture : La région Nouvelle-Aquitaine compte 23% d'hommes seuls, contre 23,1% pour la France entière.

également par la forte disparité des loyers entre le parc de logements situés le long de la zone côtière, fortement touristique, et les zones d'hyperurbanité à l'intérieur des terres.

On observe par exemple l'installation en milieu rural de familles venant de la ville, attirées par des loyers modestes mais découvrant au fur et à mesure d'autres problèmes : emploi, mobilité, accès aux services publics. Car, contrairement au préjugé, on n'est pas « moins pauvre lorsqu'on vit à la campagne ».

EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Accès à la mobilité : À Villeneuve-de-Marsan, dans les Landes, une équipe de bénévoles a créé, en collaboration avec d'autres associations, un réseau de covoiturage solidaire avec une soixantaine de chauffeurs bénévoles afin de permettre d'accéder aux différents services publics du territoire. Cette initiative incite les collectivités locales à réorganiser les réseaux de transports diversifiés dans le département.

Accès à l'emploi : En Charente-Maritime, une équipe de bénévoles a créé en août 2016 une association visant à mettre en place un chantier d'insertion autour du vêtement, en partenariat avec des entreprises du textile.

Cette structure, par l'accompagnement et la formation, permettra le retour à l'emploi de personnes qui en étaient éloignées.

Lutte contre la précarité énergétique : Sur le Bocage bressuirais, dans le Poitou, deux bénévoles accompagnent les personnes sollicitant le Secours Catholique pour des impayés énergétiques en les conseillant sur les bonnes pratiques de consommation, en partenariat avec les institutions et fournisseurs d'énergie. Un travail de sensibilisation auprès des propriétaires privés est également mené pour l'obtention d'aides à l'amélioration de l'habitat.

Aide à l'apprentissage du français : En Charente, un réseau départemental d'apprentissage du français a été monté par 20 formateurs bénévoles à l'attention d'une quarantaine de personnes étrangères.

Accès aux droits : À Saint-Médard-en-Jalles, en Gironde, l'équipe a porté un plaidoyer auprès du Centre communal d'action sociale (CCAS) et la société de transports publics pour que les enfants des personnes touchant le RSA jouissent eux aussi de la gratuité dans les transports en commun. Après des mois de négociation, un accord a été obtenu pour l'ensemble des usagers de la métropole bordelaise.

| NOUVELLE-AQUITAINE | | Nouvelle-Aquitaine | | France | |
|--|---|--------------------|---------------|---------------|---------------|
| | | 2011 | 2016 | 2011 | 2016 |
| PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1) | Écoute, accueil, conseil | 41,3 % | 51,2 % | 55,2 % | 60,2 % |
| | Alimentation | 42,7 % | 51,5 % | 58,1 % | 56,0 % |
| | Loyer, factures d'énergie, d'eau | 27,1 % | 25,6 % | 17,7 % | 18,5 % |
| | Mobilité (voiture, transport) | 6,0 % | 10,8 % | 4,6 % | 6,5 % |
| TYPE DE MÉNAGE | Hommes seuls | 24,2 % | 23,0 % | 23,9 % | 23,1 % |
| | Femmes seules | 17,4 % | 17,6 % | 17,1 % | 17,1 % |
| | Couples sans enfants | 6,7 % | 6,6 % | 6,3 % | 6,0 % |
| | Pères seuls | 3,5 % | 4,6 % | 3,1 % | 3,6 % |
| | Mères seules | 25,2 % | 24,2 % | 27,3 % | 26,0 % |
| | Couples avec enfants | 22,9 % | 23,9 % | 22,3 % | 24,2 % |
| ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE | Moins de 25 ans | 7,9 % | 8,3 % | 9,2 % | 8,3 % |
| | 25-49 ans | 65,7 % | 64,0 % | 65,8 % | 64,4 % |
| | 50 ans et plus | 26,4 % | 27,8 % | 24,9 % | 27,3 % |
| PAYS OU RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE | France | 78,2 % | 71,8 % | 70,2 % | 62,2 % |
| | Maghreb | 6,2 % | 6,6 % | 8,2 % | 8,6 % |
| | Afrique subsaharienne | 6,6 % | 9,9 % | 9,0 % | 12,4 % |
| | Union européenne | 4,4 % | 4,0 % | 3,9 % | 3,7 % |
| | Europe de l'Est (hors UE) | 3,9 % | 5,5 % | 6,0 % | 9,4 % |
| | Autre | 0,7 % | 2,2 % | 2,8 % | 3,7 % |
| STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE) | Statut accordé | 53,6 % | 40,0 % | 51,8 % | 42,1 % |
| | Statut demandé, en attente | 42,5 % | 45,7 % | 38,7 % | 38,7 % |
| | Débouté, sans papiers | 3,9 % | 14,3 % | 9,5 % | 19,2 % |
| SITUATION AU REGARD DE L'EMPLOI DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE | CDI plein-temps | 4,4 % | 3,4 % | 4,4 % | 3,8 % |
| | Emplois précaires (2) | 11,8 % | 12,0 % | 10,6 % | 9,9 % |
| | À son compte | 1,2 % | 1,3 % | 0,8 % | 0,7 % |
| | Autre travail | 1,2 % | 1,2 % | 1,4 % | 1,3 % |
| | Formation professionnelle | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,2 % |
| | Sous-total emploi | 20,1 % | 19,3 % | 18,8 % | 16,9 % |
| | Chômage indemnisé ou en attente | 11,5 % | 12,1 % | 12,1 % | 11,8 % |
| | Chômage sans droits reconnus | 27,6 % | 28,9 % | 25,7 % | 24,1 % |
| | Sous-total chômage | 39,0 % | 41,0 % | 37,8 % | 35,9 % |
| | Étudiant | 0,6 % | 1,1 % | 1,2 % | 1,3 % |
| | Inaptitude santé | 11,5 % | 10,3 % | 11,1 % | 10,2 % |
| | Retraite, préretraite | 7,1 % | 6,0 % | 5,7 % | 5,6 % |
| | Au foyer | 7,1 % | 4,2 % | 7,7 % | 4,7 % |
| | Sans droit au travail | 7,6 % | 10,9 % | 7,7 % | 13,0 % |
| Autre sans emploi | 7,0 % | 7,1 % | 10,0 % | 12,3 % | |
| Sous-total inactivité | 40,8 % | 39,7 % | 43,4 % | 47,2 % | |
| TYPES DE RESSOURCES | Ni revenus du travail ni transferts sociaux | 10,8 % | 15,0 % | 17,4 % | 22,4 % |
| | Revenus du travail | 6,9 % | 7,4 % | 7,3 % | 7,9 % |
| | Transferts sociaux | 52,4 % | 46,8 % | 46,0 % | 41,9 % |
| | Revenus du travail et transferts sociaux | 29,9 % | 30,8 % | 29,3 % | 27,8 % |
| REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016) | | 582 € | 581 € | 526 € | 517 € |
| EXISTENCE D'IMPAYÉS | | 57,4 % | 54,1 % | 59,5 % | 56,3 % |
| IMPAYÉ MÉDIAN (en euros 2016) | | 585 € | 647 € | 829 € | 771 € |
| NATURE DES IMPAYÉS | Loyer, mensualités d'accession | 27,8 % | 32,0 % | 42,2 % | 42,5 % |
| | Gaz, électricité, combustibles | 45,5 % | 44,6 % | 40,6 % | 41,1 % |
| | Eau | 19,7 % | 19,5 % | 16,7 % | 17,7 % |
| | Découvert bancaire | 14,5 % | 14,2 % | 22,5 % | 22,6 % |
| TYPE DE LOGEMENT | Logement stable (3) | 81,7 % | 76,9 % | 77,5 % | 73,1 % |
| | Logement précaire (4) | 18,3 % | 23,1 % | 22,5 % | 26,9 % |

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.